



HAL
open science

Pourquoi l'histoire de la construction étatique en Angleterre a-t-elle longtemps négligé les villes, et pourquoi y revient-elle maintenant?

Christopher Fletcher

► **To cite this version:**

Christopher Fletcher. Pourquoi l'histoire de la construction étatique en Angleterre a-t-elle longtemps négligé les villes, et pourquoi y revient-elle maintenant?. COLLARD, Franck. Villes et construction étatique en Europe du Nord-Ouest du XIIIe au XVe siècle, Bréal, 2022, 9782749551944. hal-03880757

HAL Id: hal-03880757

<https://hal.univ-lille.fr/hal-03880757>

Submitted on 1 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pourquoi l’histoire de la construction étatique en Angleterre a-t-elle longtemps négligé les villes, et pourquoi y revient-elle maintenant ?

Christopher Fletcher

Chargé de recherche CNRS, IRHiS (UMR 8529), Université de Lille

Please note. This is a pre-print deposited for institutional purposes. Please consult and cite :

Christopher Fletcher, ‘Pourquoi l’histoire de la construction étatique en Angleterre a-t-elle longtemps négligé les villes, et pourquoi y revient-elle maintenant ?’ in Franck Collard, dir., *Villes et construction étatique en Europe du Nord-Ouest du XIII^e au XV^e siècle*, Bréal, 2022, p. 137-153.

Introduction

Jusqu’à très récemment, l’histoire de la construction étatique s’est écrite comme si les villes anglaises n’avaient été que des spectatrices passives face à l’expansion du gouvernement royal de la fin du Moyen Âge. Depuis le XIX^e siècle, seule la ville de Londres a eu droit, parfois, à un rôle de figurante dans l’historiographie politique. Dans les rares cas où les villes ont été prises en compte par les historiens du fait politique, elles ont été perçues uniquement comme des gouvernées, réagissant aux événements sans être actrices de la formation de l’État.

Il y a plusieurs raisons à cette situation. La première est historiographique. C’est la conséquence pérenne du moment au début du XX^e siècle où une discipline historique fondée sur les archives a remis en question l’interprétation traditionnelle de l’histoire médiévale de l’Angleterre. Ensuite, les réactions à cette critique, et les réactions à ces réactions, ont lancé la discipline historique sur des chemins où l’on ne croisaient guère de villes.

À la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, l’histoire de l’Angleterre de la fin du Moyen Âge, surtout ce que historiens britanniques appelaient « l’histoire constitutionnelle », jouissait d’une importance primordiale dans leur compréhension de la validité et la supériorité des institutions politiques de leur époque. « L’histoire constitutionnelle » de la fin du Moyen Âge servait à expliquer pourquoi la Grande Bretagne possédait la « Constitution » idéale qu’elle imaginait avoir dans la deuxième moitié du XIX^e siècle : c’est-à-dire une monarchie « constitutionnelle »

dotée d'un roi ou d'une reine, mais surtout d'un Parlement. Dans la perception victorienne des origines de ce système, la fin du Moyen Âge joue un rôle primordial. Elle est considérée comme un moment charnière dans le développement des institutions et d'une « constitution » incarnant le génie du peuple anglais, notamment avec l'émergence du Parlement entre le milieu du XIII^e et le milieu du XIV^e siècle. C'est ce que l'on appellera plus tard « l'interprétation Whig de l'histoire » : un récit glorieux des origines des institutions de la démocratie libérale dont les auteurs se percevaient comme l'accomplissement.¹ À la fin du XIX^e siècle, il s'agit de l'interprétation orthodoxe de l'histoire qui explique la supériorité de la Grande Bretagne sur d'autres pays.

Toutefois, au début du XX^e siècle, la nouvelle discipline scientifique de l'Histoire s'est mise à critiquer, violemment, cette orthodoxie confortable. Les historiens ont utilisé les archives imposantes de la monarchie anglaise de la fin du Moyen Âge, nouvellement classées et catalogués dans le *Public Record Office*, pour décrire des structures gouvernementales très différentes de celles qu'ont imaginés les générations précédentes d'historiens. Emportés par leur « goût de l'archive », ces historiens se sont mis à critiquer vertement l'idéologie historique de leur temps. Le fait que les villes ne figurent pas dans ce moment de réinterprétation historiographique est tout à fait fortuit. C'est le résultat d'un mouvement intellectuel précis et de la nature des archives employées. Ce n'est que depuis une vingtaine d'années que les historiens ont commencé à réparer les conséquences de cet accident.

À première vue, il peut sembler surprenant que les controverses du début du XX^e siècle continuent à marquer la discipline historique un siècle plus tard. Comme souvent dans l'historiographie, c'est parce que la critique de l'interprétation traditionnelle a initié une série de réactions et contre-réactions qui continuent jusqu'à nos jours. Après la deuxième guerre mondiale, d'autres historiens se sont mis à critiquer les critiques. Ils ont observé que les historiens du début du siècle se sont concentrés uniquement sur les archives de la monarchie. Or, la monarchie n'est pas le seul acteur dans la vie politique de l'Angleterre médiévale. Il serait ridicule de réduire le système politique de cette période à l'action de ce qui ressemble le plus à « l'État ». Il est clair que d'autres groupes sont tout aussi importants. Par conséquent, les

¹ Herbert Butterfield, *The Whig Interpretation of History*, Londres, G. Bell and sons, 1931.

historiens commencent à s'intéresser à d'autres structures politiques que l'administration royale. Mais ce faisant, ils ont tout simplement ignoré les villes. Pourquoi ?

Une deuxième raison de l'absence des villes anglaises dans l'histoire politique de la fin du Moyen Âge ne s'explique pas uniquement par des raisons internes à l'histoire politique. Elle vient d'une fausse perception du manque d'importance de l'urbanisation en Angleterre comparée à d'autres pays. Jusqu'à très récemment, il a été normal de considérer que les villes anglaises sont de petite taille et, de ce fait, sans importance – Londres parfois exceptée. Toutefois, à partir des années 1970, et plus encore depuis le début du XXI^e siècle, ce point de vue a été radicalement révisé. Si les villes anglaises ne sont pas très grandes, elles sont nombreuses, et elles sont densément distribuées sur le territoire. Cette réinterprétation sociale et économique invite à une reconsidération politique. En nous appuyant sur une conception de la ville plus adaptée aux circonstances anglaises, nous nous rendons compte que les villes sont réellement très importantes dans la société anglaise et, par conséquent, dans le système politique.

Les villes ont longtemps été négligées dans l'histoire politique et dans l'histoire du développement de « l'État » en Angleterre à la fin du Moyen Âge. Dans cet article, je vais d'abord considérer la première raison de cette situation : comment l'historiographie politique a évolué depuis la fin du XIX^e siècle. Ensuite, je vais considérer la deuxième raison : la sous-estimation de l'importance des villes anglaises qui n'a été corrigée que depuis une vingtaine d'années. Enfin je dirai quelques mots sur l'état de l'art actuel, et sur les travaux de quelques historiens qui commencent à proposer une nouvelle idée de la relation entre le gouvernement royal et les villes anglaises à la fin du Moyen Âge.

I. Un trajectoire historiographique négligeant les villes

Dans un premier temps, pour comprendre pourquoi les villes anglaises ont été négligées pendant si longtemps, il faut revenir au développement de l'historiographie du politique et de l'État anglais. Et toute présentation historiographique de l'histoire médiévale anglaise commence inévitablement par un homme : William Stubbs. Né en 1825, évêque d'Oxford à sa mort en 1901, Stubbs est l'auteur, entre 1873 et 1878, d'une livre en trois tomes, *The Constitutional*

History of England in Its Origin and Development.² Ce livre a eu une énorme influence. Il a eu neuf éditions avant 1901. Décrivant l'enseignement de l'Histoire à Cambridge quelques années plus tard, en 1880, J.R. Tanner témoigne, avec un brin de sarcasme, de l'influence considérable de Stubbs sur son époque :

Lire le premier tome de Stubbs était nécessaire pour le salut ; lire le deuxième était fortement souhaitable ; le troisième tome était réservé à l'étudiant ambitieux qui tentait d'accumuler des mérites en s'imposant des austérités contre nature – mis tous ensemble ils couvraient le champs tout entier. Le conférencier faisait ses conférences sur Stubbs ; le commentateur l'élucidait ; le répétiteur faisait faire du bachotage à partir de son œuvre.³

Pour les générations suivantes, Stubbs est l'orthodoxie qu'il faut surtout remplacer. L'évêque Stubbs était d'autant plus indiqué dans ce rôle que son positionnement idéologique est facile à identifier. Les critiques de Stubbs lui ont surtout reprocher de lire l'histoire médiévale à partir des institutions politiques de son époque. Comme le dit l'historien français Charles Petit-Dutaillis en 1927 dans l'introduction à la traduction française de Stubbs :

[Stubbs] projetait dans le passé l'image de la royauté constitutionnelle qu'il voyait fonctionner sous ses yeux et à laquelle il attribuait la grandeur de son pays.⁴

Dans l'œuvre de Stubbs et dans les préjugés de son temps, l'histoire médiévale sert surtout à décrire les origines de la monarchie constitutionnelle britannique.

² William Stubbs, *The Constitutional History of England In Its Origin and Development*, Oxford, Clarendon Press, 1873-78. Pour sa biographie et son influence, voir James Campbell, 'William Stubbs (1825-1901)', *Oxford Dictionary of National Biography*, Oxford, Oxford University Press, 2005 <<https://doi.org/10.1093/ref:odnb/36362>> ; H.G. Richardson et G.O. Sayles, « William Stubbs : The Man and the Historian », *The Governance of Medieval England from the Conquest to Magna Carta*, Edimbourg, Edinburgh University Press, 1963.

³ J.R. Tanner, « The Teaching of Constitutional History » dans F.W Maitland *et al.*, *Essays on The Teaching of History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1901, p. 54. Traduction C. Fletcher.

⁴ Charles Petit-Dutaillis, 'Introduction' dans *L'histoire constitutionnelle de l'Angleterre, son origine et développement*, trad. fr. Georges Lefebvre, Paris, Giard et Brière, 1907-27, vol. iii (1927), p. vi.

Même avant la parution de *L'histoire constitutionnelle* de Stubbs, les matériaux disponibles pour étudier l'histoire anglaise sont en train de changer pour toujours. En 1838, le « *Public Record Office Act* » est adopté.⁵ Petit à petit dans les années 1840, et de manière obligatoire à partir de 1852, différents ministères commencent à envoyer leurs archives au nouveau Bureau des Archives Publiques, ou « *Public Record Office* ». En 1851, les travaux commencent visant à réunir les archives publiques sur un seul site, et entre 1854 et 1856, les différents départements du *Public Record Office* y transfèrent leurs archives. Ce lent travail d'accumulation d'archives, contemporaines et médiévales, met un certain temps à avoir son effet sur les pratiques des historiens. Au début de son existence, les directeurs du Public Record Office ont prévu de publier toutes les archives médiévales, mais ils doivent céder devant l'énormité de la tâche. C'est après l'arrivée de H.C. Maxwell Lyte (1848-1940) en tant que directeur du *Public Record Office* en 1886 que l'on trouve une solution.⁶ Au lieu de viser une publication en entier, on privilège le catalogage, la publication d'outils permettant de trouver l'original que l'on cherche, et la publication d'extraits et de résumés en langue anglaise. La publication commence alors par une série de listes, d'indexes, de catalogues raisonnés et d'extraits détaillés reprenant l'énorme volume d'archives administratives et juridiques réunies dorénavant dans le *Public Record Office*.

Ce travail de classement et de catalogage va de pair avec l'essor de l'histoire administrative. Sans être l'idée de départ, l'entreprise visant à rendre utilisable les archives royales permet de comprendre en détail le fonctionnement de l'administration des rois d'Angleterre.⁷ Ce travail débouche naturellement sur une meilleure compréhension des rapports entre les divers offices qui produisent ces documents. Il débouche également sur une nouvelle idée du fonctionnement réel de l'administration du roi, une idée qui montre des failles importantes dans la vision traditionnelle de l'histoire politique de la fin du Moyen Âge.

⁵ *History of the Public Record Acts* : <<https://www.nationalarchives.gov.uk/information-management/legislation/public-records-act/history-of-pra/>> ; John D. Cantwell, *The Public Record Office, 1838-1958*, Londres, HMSO, 1991.

⁶ V.H. Galbraith et G.H. Martin, 'Sir Henry Churchill Maxwell Lyte (1848-1940)', *Oxford Dictionary of National Biography*, 2008 <<https://doi.org/10.1093/ref:odnb/34653>>.

⁷ Voir, par exemple, H.C. Maxwell Lyte, *Historical Notes on the Use of the Great Seal*, Londres : HMSO, 1926 ; V.H. Galbraith, *An Introduction to the Use of the Public Records*, Oxford, Oxford University Press, 1934 ; T.F. Tout, Hilda Johnstone and Margaret Sharp, *Chapters in the Administrative History of England*, Manchester, Manchester University Press, 1920-33.

Le premier historien à tirer les leçons de ce travail est Thomas Frederick Tout (1855-1929).⁸ T.F. Tout est arrivé en tant qu'étudiant à Oxford en 1875, juste après la parution du premier tome de *L'histoire constitutionnelle* de William Stubbs. À partir de 1908, en tant que professeur d'histoire à l'université de Manchester, T.F. Tout s'est consacré à l'histoire administrative. Stubbs a imaginé que le roi, contré d'abord par les barons, ensuite par le Parlement et le « common law », n'est qu'une partie d'un système de pouvoirs équilibré. L'histoire administrative montre que Stubbs a tort, et avec lui toute l'histoire politique et constitutionnelle telle qu'elle existe à la fin du XIX^e siècle. Le roi est à la tête de ce système et le chef sans partage de l'administration de l'État. Il peut intervenir où il veut dans n'importe quelle sous-partie de cette administration parce que, tout simplement, c'est son administration. Toutefois, Tout n'en reste pas là. Dans une série de conférences délivrées juste avant la première guerre mondiale, il tente de partir de l'histoire administrative pour écrire une autre histoire des origines de la « constitution » anglaise.⁹ Les officiers du roi d'Angleterre, dans les documents qu'ils créent en partie pour limiter les possibilités d'abus du système ont pris soin de marquer la route suivie par un tel ou tel ordre. Les officiers royaux n'aiment pas que les individus détournent les procédures établies. À des moments de tension politique, les critiques du gouvernement royal attaquent les personnes privilégiées qui sautent les étapes, usurpant le pouvoir du roi pour leurs propres intérêts. Pour Tout, et pour le jeune historien James Conway Davies (1891-1971), c'est le contrôle et la réglementation de ce système étatique, qui occupent les barons, et plus tard le Parlement, à des moments de crise politique.¹⁰ Dans cette interprétation, le roi est d'abord le chef absolu de son gouvernement, mais petit-à-petit, on voit émerger une distinction entre la manière correcte et « constitutionnelle » de faire marcher l'administration du roi, et la manière illégitime et « non-constitutionnelle ». Pour Tout, il s'agit du commencement, au début du XIV^e siècle, de la distinction entre le roi en tant que personne privée et l'autorité publique de son gouvernement.

⁸ V.H. Galbraith and Peter R.H. Slee, 'Thomas Frederick Tout (1855-1929)', *Oxford Dictionary of National Biography*, Oxford, Oxford University Press, 2004 <<https://doi.org/10.1093/ref:odnb/36539>>.

⁹ T.F. Tout, *The Place of the Reign of Edward II in English History : based on the Ford lectures delivered in the University of Oxford in 1913*, Manchester, Manchester University Press, 1914.

¹⁰ James Conway Davies, *The Baronial Opposition to Edward II Its Character and Policy: A Study in Administrative History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1918.

Quelques années plus tard, on voit apparaître une deuxième vague de critiques de l'orthodoxie incarnée par Stubbs, fondée, elle aussi, sur l'histoire administrative, mais moins « constitutionalisante ». Dans une série d'articles publiée à partir des années 1920, H.G. Richardson (1884-1974), un fonctionnaire de carrière, et G.O. Sayles (1901-1994), un jeune historien à l'université de Glasgow, présentent une vision radicalement novatrice du Parlement d'Angleterre à la fin du Moyen Âge.¹¹ Pour Richardson and Sayles, le Parlement à la fin du XIII^e et au début du XIV^e siècle n'est rien d'autre que la plus haute cour de justice du roi d'Angleterre, analogue au Parlement de Paris en France. Le Parlement d'Angleterre n'est certainement pas un contre-pouvoir, encore moins l'incarnation de la volonté du peuple imaginée par Stubbs. Il fait partie de l'administration royale, c'est-à-dire du gouvernement du roi.

L'histoire politique traditionnelle de l'Angleterre de la fin du Moyen Âge a donc été mise en question pour la première fois par une nouvelle histoire administrative. Cette dernière se fonde sur des recherches dans les archives de ce que nous serons tentés d'appeler l'État : le gouvernement du roi. Toutefois, ces interprétations n'ont pas circulé longtemps avant d'être attaquées à leur tour. Dans les années 1940 et 1950, l'historien K.B. McFarlane a commencé à attaquer, non seulement Stubbs, mais également la nouvelle histoire politique fondée sur l'histoire administrative.¹² Pour McFarlane, les critiques de Stubbs se sont concentrés trop exclusivement sur les archives créées pour les besoins du roi. En ce faisant, sans se rendre compte, ils adoptent le point de vue du roi : les historiens ont toujours été « les amis du roi ».¹³ À la suite de McFarlane, les historiens se sont intéressés à d'autres groupes et d'autres structures politiques que le roi et son administration.

C'est à ce moment-là que l'on aurait pu commencer à parler des villes, mais il n'en est rien. Dans son enseignement à Oxford, McFarlane propose, au lieu de prendre le point de vue du roi, de prendre celui de la grande noblesse : la soixantaine de « earls » et de barons qui sont les plus

¹¹ Reimprimés dans H.G. Richardson and G.O. Sayles *The English Parliament in the Middle Ages*, Londres, Hambledon Press, 1981.

¹² K.B. McFarlane, *The Nobility of Later Medieval England : The Ford Lectures of 1953 and Related Studies*, Oxford, Clarendon Press, 1973 ; K.B. McFarlane, *England in the Fifteenth Century : Collected Essays*, Londres, Hambledon Press, 1981.

¹³ McFarlane, *Nobility*, *op. cit.*, p. 2.

grands propriétaires terriens du royaume, ces chefs de guerre et les plus importants « hommes politiques » du pays.¹⁴ Pour McFarlane, les historiens se sont trompés en imaginant que le roi et la grande noblesse se battent pour contrôler le gouvernement royal. En réalité, le roi et la grande noblesse font partie de la même classe dirigeante. Leurs intérêts mutuels les encouragent à coopérer pour faire marcher le système politique. La grande noblesse décide de soutenir ou de s'opposer au roi selon sa propre idée du bon fonctionnement du gouvernement royal. Ce n'est pas la volonté de contrôler le gouvernement du roi qui motive la noblesse, mais ses obsessions de classe : la guerre, les terres et le lignage, les obligations de la seigneurie, ses ressources et dépenses. Les travaux de McFarlane ont une influence énorme sur les historiens politiques de la deuxième moitié du XX^e siècle. Dans les années 1970 et 1980, on voit apparaître une série d'études consacrées à des nobles influents, qui permettent de mieux comprendre leur idée du système politique.¹⁵

Notons que ce changement de point de vue dépend de l'idée selon laquelle ces hommes, la grande noblesse, sont les acteurs les plus importants du système politique. Toutefois, il n'est pas tout à fait clair pour quelles raisons on doit s'intéresser exclusivement à ces grands hommes, mis à part leur présence dans « l'histoire événementielle » traditionnelle. Or, il est évident que la grande noblesse n'est pas le seul groupe dont les valeurs influencent la vie politique du pays. Ainsi, dès les années 1970, les historiens commencent à s'intéresser au « *gentry* ». Il s'agit des propriétaires terriens qui font partie de la classe chevaleresque, devenant parfois chevalier, restant parfois de simples écuyers. Individuellement, les membres du *gentry* n'ont que peu d'importance dans la vie politique du royaume. Nous ne les trouvons que très occasionnellement dans « l'histoire événementielle ». Toutefois, collectivement, ils possèdent

¹⁴ McFarlane. *Nobility*, *op. cit.*, p. 120. Pour le nombre de familles de la grande noblesse, c'est-à-dire ayant le droit d'être convoqué à la Chambre des Lords, voir Chris Given-Wilson, *The English Nobility in the Late Middle Ages*, Londres et New York, Routledge et Kegan Paul, 1987, p. 55.

¹⁵ Voir par exemple John Maddicott, *Thomas of Lancaster, 1307-1322 : A Study in the Reign of Edward II*, Oxford : Oxford University Press, 1970 ; J.R.S. Philipps, *Aymer de Valence, earl of Pembroke, 1307-1324 : Baronial Politics in the Reign of Edward II*, Oxford, Clarendon Press, 1972 ; Kenneth Fowler, *The King's Lieutenant : Henry of Grosmont, first duke of Lancaster, 1310-1361*, Londres, Elek, 1969 ; Anthony Goodman, *The Loyal Conspiracy : The Lords Appellant under Richard II*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1971 ; Anthony Tuck, *Richard II and the English Nobility*, Londres, Edward Arnold, 1973 ; Michael A. Hicks, *False, Fleeting, Perjur'd Clarence : George, duke of Clarence, 1449-1478*, Gloucester, Alan Sutton, 1980 ; Michael A. Hicks, *Warwick the Kingmaker*, Oxford, Blackwell, 1998.

plus de terres que la grande noblesse, les hommes qui tutoient le roi. Ainsi, les valeurs du « gentry », leurs obsessions et leurs intérêts collectifs, sont tout aussi importants pour le système politique que celles du duc de Lancastre, par exemple. À une époque où il n'y a ni police ni armée permanente, ces propriétaires terriens sont les agents les plus actifs du roi à l'échelle locale. Le *gentry* sont les juges de la paix, les officiers du roi au niveau du comté, comme le sheriff, le coroner, voire les responsables de la collection des impôts directs. Puisqu'ils sont des propriétaires terriens, et puisqu'ils ont le rang de chevalier ou d'écuyer, c'est le *gentry* qui est en charge à l'échelle locale de trouver la force armée nécessaire pour mettre en œuvre les volontés du roi ou de la grande noblesse. Par conséquent, à partir des années 1970 une série d'études prosopographiques ont analysé les valeurs et les structures politiques du *gentry*. Dans les travaux de Nigel Saul, Simon Payling ou Christine Carpenter, par exemple, le *gentry* rejoint la grande noblesse parmi ces groupes dont l'analyse nous aide à comprendre le système politique.¹⁶ Comme l'a écrit Simon Payling, le système politique anglais (« *late medieval politics in general* ») ne peut être analysé « uniquement en termes du rapport entre la couronne et la grande noblesse » (« *solely in terms of the relationship between crown and nobility* »).¹⁷ L'analyse du *gentry* a permis de construire des modèles opérants, de reconstituer un ensemble de valeurs, qui aident à comprendre la vie politique.

II. Une compréhension tardive de la nature et de l'importance de l'urbanisation en Angleterre à la fin du Moyen Âge

Pourtant, jusqu'à très récemment, les historiens n'ont pas appliqué aux villes anglaises les mêmes approches qu'ils ont tenté avec succès pour comprendre les valeurs politiques de la noblesse et du *gentry*. Il est permis de se demander pourquoi. Une première raison est probablement le manque d'importance des villes anglaises dans le récit historiographique traditionnel. Il est clair que si nous considérons une région de l'Europe où l'on trouve des grandes villes qui figurent déjà dans « l'histoire événementielle » en tant qu'acteurs politiques à plein titre, il est difficile de les ignorer. Il est évidemment impossible de décrire le système

¹⁶ Nigel Saul, *Knights and Esquires : The Gloucestershire Gentry in the Fourteenth Century*, Oxford, Clarendon Press, 1981 ; Simon Payling, *Political Society in Lancastrian England : The Greater Gentry of Nottinghamshire*, Oxford, Clarendon Press, 1991 ; Christine Carpenter, *Locality and Polity : A Study of Warwickshire Landed Society, 1401-1499*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

¹⁷ Payling, *Political Society*, op. cit., p. 220.

politique des Pays-Bas, de l'Italie du nord, voire du Saint-Empire, sans parler des villes. Bruges et Gand, Florence et Milan, Frankfurt et Cologne, figurent toutes de manière prédominante dans l'histoire politique traditionnelle de ces régions comme dans l'historiographie moderne. Pourtant, comme nous l'avons vu au début de cet exposé, les historiens ont longtemps considéré que les villes anglaises, exception faite peut-être de Londres, ne sont pas comparables à ces grandes villes européennes. Par conséquent, il n'a pas semblé nécessaire de les inclure dans l'analyse du système politique.

En fait, les villes anglaises de la fin du Moyen Âge ont été l'objet de recherches historiques foisonnantes à partir de la fin du XIX^e, au moment où l'histoire administrative de l'État royal fleurit.¹⁸ Les archives urbaines en Angleterre ne manquent pas. Toutefois, les archives municipales n'ont jamais été centralisées dans le *Public Record Office* à Londres, par exemple, et chaque municipalité est responsable de ses propres archives. Jusqu'aux années 1950, elles sont conservées dans les archives de chaque ville, parfois sans salle de lecture, bien que cette situation s'améliore sensiblement dans les décennies postérieures à la deuxième guerre mondiale. Au moment vers 1900 où les archives de l'administration royale sont cataloguées et publiées par l'État britannique, les archives des villes anglaises sont souvent publiées en quelques exemplaires par de petites maisons d'éditions locales.

Ainsi, dans la deuxième moitié du XX^e siècle, l'histoire des villes anglaises continue à être étudiée, et leurs copieuses archives deviennent de plus en plus accessibles. Beaucoup d'archives

¹⁸ Pour des publications d'archives urbaines à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, voir par exemple : W.H. Stevenson, éd., *Records of the Borough of Nottingham*, éd., Londres, Quaritch, 1882 ; Christopher A. Markham et J. Charles Cox, éd., *Records of the Borough of Northampton*, Londres, E. Stock, 1898 ; Mary Bateson, éd., *Records of the Borough of Leicester*, Londres, Cambridge University Press, 1899-1901 ; Francis B. Bickley, éd., *The Little Red Book of Bristol*, Bristol, W.C. Hemmons, 1900 ; William Hudson et John Cottingham Tingey, éd., *Records of the City of Norwich*, éd., Norwich, Jarrold, 1906-1910 ; W.G. Benham, éd., *The Oath Book or Red Parchment Books of Colchester*, Colchester, Essex County Standard Office, 1907 ; Mary Dormer Harriss, éd., *The Coventry Leet Book, or Mayor's Register*, Londres, Routledge, 1907-13 ; *The Oak Book of Southampton*, ed. P. Studer, Southampton, Cox et Sharland, 1910-11. Pour un aperçu récent des archives judiciaires publiées des villes anglaises de la fin du Moyen Âge, voir Maryanne Kowaleski, « An Annotated List of Printed or Online Transcriptions and Translations of Medieval Town Courts in Britain to 1500 » dans Richard Goddard et Teresa Phipps, dir., *Town Courts and Urban Society in Late Medieval England, 1250-1500*, Woodbridge, Boydell, 2019, p. 220-235. Cette liste des documents publiés n'inclut pas des registres, des comptabilités, des livres de coutumes... Il s'agit d'une petite proportion des documents imprimés ou consultables dans les archives locales.

municipales sont déposées dans les archives des comtés. Il n'est plus nécessaire de les lire sur un coin de table dans le bureau du maire.¹⁹ Mais les historiens urbains continuent à minimiser l'importance des questions politiques, tout comme les historiens politiques minimisent l'importance des villes. L'histoire urbaine suffit à elle-même, et l'histoire politique pareillement. Personne ne pense à analyser les valeurs et les pratiques des populations urbaines d'Angleterre pour aider à comprendre le système politique du royaume, comme cela a été fait pour la noblesse et le *gentry*.

Pourtant, à la fin du XX^e siècle, une autre approche devient possible, non pas à cause des développements de l'histoire politique, mais dans l'histoire économique. C'est l'historien social et économique Rodney Hilton qui commence à attaquer la fausse opposition entre ville et campagne à la fin du Moyen Âge.²⁰ Les villes sont, au contraire, un élément incontournable de l'économie rurale. Les villes sont des lieux essentiels aux producteurs agricoles pour vendre leur productions et acquérir des biens et des services qu'ils ne peuvent pas trouver localement. Ainsi, c'est le développement des travaux sur la commercialisation de la société médiévale dans les années 1980 et 1990 qui transforme durablement notre idée de la place de villes dans l'économie et dans la société anglaise, suite notamment aux travaux de Richard Britnell.²¹

Si les villes anglaises ne sont pas très grandes, elles couvrent très densément le territoire du pays. La plupart du royaume d'Angleterre, exception faite de l'extrême nord et l'extrême sud-ouest, se situe dans un rayon de trente kilomètres d'une ville de plus de 2000 habitants.²² Les historiens commencent à proposer d'autres critères pour identifier une ville, plus adaptés aux

¹⁹ Voir par exemple les remarques de Charles Phythian-Adams, *Desolation of a City : Coventry and the Urban Crisis of the Late Middle Ages*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979, p. xvi-xvii : les archives n'ont quasiment pas été cataloguées avant 1964 (elles l'ont été pendant son projet de recherche), et en consultant certains documents il a travaillé dans un bureau du journal local, *The Coventry Evening Telegraph*, ainsi que dans le *City Record Office*.

²⁰ Rodney H. Hilton, *English and French Towns in Feudal Society : A Comparative Study*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

²¹ Richard H. Britnell, *The Commercialisation of English Society, 1000-1500*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993.

²² Bruce M.S. Campbell, « Benchmarking medieval economic development : England, Wales, Scotland and Ireland, c. 1290 », *Economic History Review*, vol. 61, 2008, p. 896-945, fig. 2.

particularités du système urbain anglais.²³ Ils proposent des critères morphologiques : une forme et un plan spécifique à une ville. Dans une ville, les parcelles sont plus étroites et longues, parce que la façade d'une maison a une valeur commerciale : c'est devant la maison, par une fenêtre, ou dans une ou des pièces donnant sur la rue que l'artisan attire les clients qui passent. Une vraie ville est caractérisée par la variété des métiers qui y sont pratiqués. Les archives fiscales de la monarchie ainsi que les archives juridiques des villes permettent d'identifier peut-être vingt ou trente métiers dans des villes de 2000 à 3000 habitants. Les villes de plus de 5000 habitants comptent souvent cinquante métiers ou plus.²⁴ Par conséquent, les habitants de la campagne environnante viennent dans les villes pour obtenir une plus grande variété et une meilleure qualité de produits manufacturés que ce qu'ils peuvent trouver dans leur village ou même dans les marchés périodiques organisés dans des lieux sans autre caractéristique urbaine. Ils peuvent acheter et vendre des matières premières qui ne sont pas disponibles près de leur lieu d'habitation, le minerai de fer, l'étain ou le charbon, par exemple. Les villes, même si elles n'ont pas toutes le même statut juridique, jouissent d'un certain degré d'autogouvernement. En Angleterre, la focale s'est longtemps portée exclusivement sur les villes ayant acquis une charte royale qui leur donne une existence juridique indépendante et des pouvoirs d'autogouvernement garantis. Toutefois ce n'est pas la seule manière de s'autogouverner. Certaines villes, même les plus grandes d'Angleterre, s'autogouvernent tout en gardant un seigneur direct, souvent absent.²⁵ Beaucoup de seigneurs sont tout à fait satisfaits de laisser les villes s'occuper de la règlementation de leurs marchés, de l'entretien des ponts et des chaussées, de la construction et l'entretien des espaces et des lieux publics, des échanges de terres, et même de tenir de l'exercice de leur propre juridiction sur les dettes, les contrats, voire les insultes et les assauts

²³ Voir par ex. Christopher Dyer, « How Urban Was Medieval England ? », *History Today*, janvier 1997, p. 37-43 ; Christopher Dyer, « Small Places With Large Consequences : The Importance of Small Towns in England, 1000-140 », *Historical Research*, vol. 75, 2002, p. 1-24.

²⁴ Dyer, « Small Places », *op. cit.*, p. 9 ; voir *Ibid.*, p. 9-12 pour la discussion qui suit. Comparer le « sac » de critères différents utilisés par Jennifer Kermode pour identifier une *greater town* : Jennifer Kermode, « The Greater Towns, 1300-1540 », dans D.M. Palliser, dir., *The Cambridge Urban History of Britain, vol. I, 600-1540*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 441-65, table 18.

²⁵ Voir notamment Mark Bailey, « Self-Government in the Small Towns of Late Medieval England » dans Ben Dodds et Christian Liddy, dir., *Commercial Activity, Markets and Entrepreneurs in the Middle Ages*, Woodbridge, Boydell, 2011, p. 107-128. Entre les grandes villes, Leicester est une ville des comtes de Leicester, de Lancastre et finalement du roi lorsque Henri, duc de Lancastre devient roi d'Angleterre en 1399 ; dans plusieurs villes un seigneur ecclésiastique joue un rôle clef, par exemple à Bury Saint-Edmunds.

mineurs. Tout cela sans une charte royale conférant le statut d'une corporation ou *borough*. Les villes accueillent également des activités culturelles, des pièces jouées à l'occasion de la fête du *Corpus Christi*, par exemple. Une ville même petite compte souvent une concentration d'hommes d'église, dans un hôpital, par exemple, ou dans une ou plusieurs chapelles en plus de l'église paroissiale. Les plus grandes villes sont parsemées d'institutions ecclésiastiques, de monastères et d'enclos de cathédrale, de couvents, d'hôpitaux et de confréries.

Ce changement de perspective de la taille des villes vers leurs fonctions a permis une réévaluation radicale de leur importance dans le royaume d'Angleterre. Vers 1290, il y a environ vingt-quatre villes de plus de 5000 habitants en Angleterre et au pays de Galles. De ces « grandes villes » Londres est de loin la plus grande, avec une population estimée entre 60000 et 80000 à la fin du XIII^e siècle.²⁶ Loin derrière Londres, on trouve York, avec une population d'environ 23000 personnes en 1290. Après York, vient Bristol, dans le sud-ouest, avec 14400 habitants, et ensuite Lincoln et Norwich, chacune avec une population d'environ 12000. Après les plus grandes villes, une vingtaine de villes peuplées de 5000 à 10000 personnes sont des centres régionaux importants, ce que Jenny Kermode appelle les *greater towns*.²⁷ Plus bas dans la liste, nous trouvons une quarantaine de villes de 2000 à 5000 personnes. Ces chiffres impliquent qu'en Angleterre vers 1290, environ 382000 personnes habitaient dans une ville de plus de 2000 habitants, soit 9,5% de la population. En outre, pour comprendre l'importance des villes anglaises, il vaut mieux se concentrer sur des réseaux urbains et le système urbain, plutôt que sur les grandes villes prises en isolation. De ce point de vue, une large proportion de la population anglaise a connu la vie urbaine, non seulement comme habitants, mais également à la journée en tant que vendeurs et acheteurs, voire comme employés contractuels, massivement utilisés en ville pour une période limitée, souvent sous contrat d'une année. Certains historiens récents, notamment Chris Dyer, propose d'aller encore plus loin, en comptant des lieux de moins de 2000 habitants, où l'on peut identifier des caractéristiques urbaines. Selon Dyer, la population totale vivant dans un lieu que l'on peut appeler une ville, si nous tenons notamment aux fonctions urbaines, monte jusqu'à 640000 personnes, soit 16% de la population. Il s'agit d'un chiffre maximal, et il n'y a pas beaucoup d'historiens qui iraient aussi loin. Mais tout de même, on peut constater que, si nous ne nous concentrons pas sur le nombre des très grandes villes, mais plutôt sur le pourcentage de la population vivant dans des lieux à caractéristiques

²⁶ Campbell, « Benchmarking », *op. cit.*, p. 908, table 4

²⁷ Kermode, « The Greater Towns », *op. cit.*

urbaines, nous en tirons une idée bien différente de l'importance de l'urbanisation en Angleterre à la fin du Moyen Âge.

III. Les valeurs urbaines et la culture politique anglaise dans l'historiographie récente

Nous avons vu que les historiens accordent beaucoup plus d'importance aux villes anglaises qu'il ne le faisaient il y a même vingt ans. Comment tirer les leçons de notre nouvelle idée de l'importance de la vie urbaine en Angleterre pour mieux saisir le rôle politique des villes anglaises ? Ou pour reposer la question dans des termes qui nous concernent ici : comment se rendre compte de l'influence des valeurs urbaines dans le développement de l'État ?

Cette question est difficile parce que, tout comme le *gentry* de l'Angleterre, c'est par leur poids collectif que les villes comptent plutôt que par leur poids individuel limité. Il y a une vingtaine d'années, lorsque quelques historiens, notamment Lorraine Attreed and Christian Liddy, commencent à s'intéresser à la culture politique des villes anglaises, ils se tournent naturellement vers les plus grandes villes de l'Angleterre.²⁸ On pourrait les comparer aux historiens politiques qui se sont intéressés à la grande noblesse, suite aux conseils de K.B. McFarlane. Liddy se concentrent sur les *greater towns*, les plus grandes villes : Norwich, Bristol et York, surtout, mais également Coventry, par exemple. Les historiens ne se sont pas encore beaucoup intéressés aux nombreuses villes de moins de 5 000 personnes, sauf si ces dernières ont une relation privilégiée avec la Couronne, comme siège de l'administration royale dans leur comté, par exemple, comme Nottingham ou Leicester, Hereford ou Northampton. Ce point est surtout important pour l'analyse d'Attreed, qui parle des « *King's Towns* », rappelant les travaux des historiens français sur le roi et ses « bonnes villes ». Toutefois, on peut se demander si ces villes ont la même expérience du système politique que d'autres villes de la même taille qui n'ont pas la même relation avec la Couronne.

Plus récemment, des historiens comme Liddy, mais également Eliza Hartrich ont développé une approche différente, capable d'intégrer les valeurs urbaines dans une vision plus globale de la culture politique anglaise à la fin du Moyen Âge. Si Christian Liddy continue à s'intéresser

²⁸ Lorraine Attreed, *The King's Towns : Identity and Survival in Late Medieval English Boroughs*, New York, Peter Lang, 2001 ; Christian Liddy, *War, Politics and Finance in Late Medieval English Towns : Bristol, York and the Crown, 1350-1400*, Woodbridge, Boydell, 2005.

aux cinq ou six plus grandes villes d'Angleterre, son approche des spécificités de l'expérience urbaine peut être adaptée à un éventail plus large de villes anglaises. Dans *Contesting the City*, son analyse s'appuie sur l'expérience de la citoyenneté, considérant notamment comment les officiers de la ville, contrairement au gentry et la noblesse, sont élus par leurs pairs, et ne sont maire, bailli ou membre du conseil que pour une durée limitée.²⁹ Cet état de fait change complètement le rapport des citoyens au politique. Pour un lecteur familier de l'historiographie française, italienne ou allemande, cette observation peut sembler évident, mais dans une historiographie anglaise dominée par les valeurs politiques de la noblesse et du *gentry*, elle ouvre des pistes jusqu'alors inexplorées.

Allant plus loin dans son exploration des valeurs politiques urbaines, et leur influence sur la culture politique au niveau du royaume, Liddy s'intéresse au rapport des gens des villes à l'espace. Leur expérience commune de la gestion d'espaces partagés est également une gestion de biens communs, non seulement les espaces commerciaux ou les rues à l'intérieur de la ville, mais également les lieux de pâturage, par exemple.³⁰ Les villes ont une expérience de la gestion de conflits autour de l'espace et de la promotion du bien commun contre les empiétements entre voisins ou sur l'espace public, ainsi qu'une large expérience d'utilisation du bien commun contre les atteintes à la santé publique.³¹ Cette expérience influe sur une conception urbaine de la vie politique du royaume, mettant au centre la gestion de biens communs bien concrets contre des intérêts particuliers.³² Liddy considère l'importance des nouvelles et de la circulation de l'information en ville, à la fois parce que les villes sont les endroits les plus naturelles pour faire circuler les nouvelles, mais aussi parce que les bruits qui courent sont d'autant plus importants dans une communauté gouvernée par des officiers temporaires et élus. J'ai moi-même analysé la nature particulière de la relation entre circulation de nouvelles et mobilisation politique dans

²⁹ Christian Liddy, *Contesting the City : The Politics of Citizenship in English Towns, 1250-1350*, Oxford, Oxford University Press, 2017.

³⁰ Christian Liddy, « Urban Enclosure Riots : Risings of the Commons in English Towns, 1480-1525 », *Past and Present*, no. 226, 2015, p. 41-77.

³¹ Carole Rawcliffe, *Urban Bodies : Communal Health in Late Medieval English Towns and Cities*, Woodbridge, Boydell, 2013.

³² Christopher Fletcher, « What makes a political language? Key terms, profit and damage in the Common Petition of the English Parliament, 1343-1422 » in Jan Dumolyn, Jelle Haemers, H.R. Oliva Herrer and Vincent Challet, dir., *The Voices of the People in Late Medieval Europe: Communication and Popular Politics*, Turnhout, Brepols, 2014, p. 91-106.

des villes où le monopole de violence est d'autant moins assuré que les gouverneurs de la ville ne font pas partie de la classe chevaleresque.³³ Enfin, les habitants des villes font une plus grande utilisation de l'écrit, à la fois pour les besoins du gouvernement royal, mais aussi pour la gestion des conflits : soit dans les requêtes et les déclarations officielles, soit dans les lettres ou affichettes plus ou moins menaçants. De tous ces points de vue, les historiens montrent l'expérience particulière des villes dans la gestion des conflits, dans des circonstances où le pouvoir des gouvernants n'est pas hérité et permanent, mais négocié et temporaire. La vision politique qui en résulte est tout à fait différente de celles qui nous déduisons en analysant les rouages de l'administration royale ou les valeurs de la noblesse ou du *gentry*, puisque si les gouverneurs des villes agissent souvent au nom du roi, ils peuvent compter ni sur l'aide administrative ou financière de la Couronne, qui n'a pas encore « d'État » dans ce sens, ni sur leurs propres ressources militaires.

En fin de compte, ces travaux récents nous aident à mieux distinguer non seulement l'importance politique des valeurs urbaines, mais aussi leur possible influence sur les marges de manœuvre du gouvernement royal, voire de la « société politique » composée de la noblesse et du *gentry*. Dans le livre d'Eliza Hartrich, publiée en 2019, les conséquences pour les rapports entre les villes et la Couronne sont rendues plus explicites.³⁴ Hartrich note, par exemple, qu'il y a toujours davantage de membres du Parlement issus des villes que des comtés. En outre, contrairement à ce que l'on a longtemps soutenu, si certaines villes élisent des membres du *gentry* pour les représenter, cette pratique n'est pas majoritaire, et les hommes en question ont toujours des liens étroits avec la ville qu'ils représentent. Hartrich considère les villes anglaises, non individuellement, mais comme un « secteur urbain » (« urban sector »), un ensemble d'intérêts et de leviers politiques, agissant en réseau. Elle examine, par exemple, comment ils sont mobilisés différemment à différentes périodes, mais toujours en groupe, pour les besoins de la guerre en France, pour le maintien d'ordre lorsque la révolte éclate et, enfin, pour les besoins des guerres civiles qui se profilent à partir des années 1450. Les villes anglaises ne dialoguent pas avec un État centralisé et lointain en cherchant des *quid pro quo*, elles font partie

³³ Christopher Fletcher, « News, noise and the nature of politics in late medieval English provincial towns », *Journal of British Studies*, vol. 56, 2017, pp. 250-272.

³⁴ Eliza Hartrich, *Politics and the Urban Sector in Fifteenth-Century England, 1413-1471*, Oxford, Oxford University Press, 2019.

du système politique d'Angleterre tout autant que l'administration royale, la noblesse et le *gentry*, laissant le marque de leurs valeurs sur la culture politique du royaume.

Conclusion

Nous arrivons au défi que devront reprendre les actuels et futurs historiens de l'Angleterre médiévale. Il est tentant de se concentrer sur les grandes villes, Londres et la vingtaine de villes qui ont plus de 5000 habitants, puisque leurs archives sont les mieux conservées et qu'elles sont plus faciles à suivre dans les archives du gouvernement royal. Toutefois, une telle approche risque de donner une vision biaisée du secteur urbain en Angleterre, constitué comme il est d'une grande nombre de villes de petite taille ou de taille moyenne. Les *greater towns* sont les plus importantes économiquement et politiquement, mais leurs valeurs sont formées par un ensemble de priorités et de fonctions qui sont distinctes des petites villes. Par conséquent, les historiens des villes anglaises ont une tâche sensiblement plus compliquée que les historiens des anciens Pays-Bas ou de l'Italie du nord, puisque la nature de l'urbanisation en Angleterre diffère sensiblement de la vision moderne d'une ville.

Beaucoup de villes anglaises sont de petits endroits, mais avec des fonctions urbaines indéniables. Il est clair que les historiens, lorsqu'ils analysent les rapports entre les villes et l'État royal, doivent prendre en compte les valeurs de plusieurs types et plusieurs tailles de ville. Nous avons déjà un ensemble d'études comparables à l'histoire politique de la grande noblesse qui a vu le jour au milieu du XX^e siècle. Nous avons maintenant besoin d'un éventail d'études aussi poussées et aussi variées que celles publiées dans les années 1980 et 1990 par les spécialistes du *gentry*. En tout cas, il est déjà clair que les recherches sur le rôle des valeurs des villes anglaises dans le développement de l'État en Angleterre ne font que commencer.

Bibliographie indicative

I. L'historiographie politique dans la *longue durée*

Burrow, John Wyon, *A Liberal Descent: Victorian Historians and the English Past*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.

Slee, Peter R.H., *Learning and a Liberal Education : The Study of Modern History in the Universities of Oxford, Cambridge and Manchester, 1800-1914*, Manchester, Manchester University Press, 1986.

Brown, Alfred Lawson, *The Governance of Late Medieval England, 1272-1461*, Londres, Edward Arnold, 1989.

McFarlane, Kenneth Bruce, *The Nobility of Later Medieval England : The Ford Lectures of 1953 and Related Studies*, Oxford, Clarendon Press, 1973.

Given-Wilson, Chris, *The English Nobility in the Late Middle Ages*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1987.

Carpenter, Carpenter, *The Wars of the Roses : Politics and the Constitution in England, c. 1437-1509*, Cambridge, 1997.

Carpenter, Christine et Clark, Linda, *Political Culture in Late Medieval Britain*, Woodbridge, Boydell, 2004.

II. Villes et urbanisation en Angleterre à la fin du Moyen Âge

Dyer, Christopher, « How Urban Was Medieval England ? », *History Today*, janvier 1997, p. 37-43.

Dyer, Christopher, « Small Places With Large Consequences : The Importance of Small Towns in England, 1000-140 », *Historical Research*, vol. 75, 2002, p. 1-24.

Campbell, Bruce M.S. « Benchmarking medieval economic development : England, Wales, Scotland and Ireland, c. 1290 », *Economic History Review*, vol. 61, 2008, p. 896-945.

Palliser, David M., dir., *The Cambridge Urban History of Britain, vol. I, 600-1540*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

III. Villes et système politique

Attreed, Lorraine, *The King's Towns : Identity and Survival in Late Medieval English Boroughs*, New York, Peter Lang, 2001.

Liddy, Christian, *War, Politics and Finance in Late Medieval English Towns : Bristol, York and the Crown, 1350-1400*, Woodbridge, Boydell, 2005.

Liddy, Christian, *Contesting the City : The Politics of Citizenship in English Towns, 1250-1350*, Oxford, Oxford University Press, 2017.

Fletcher, Christopher, « News, noise and the nature of politics in late medieval English provincial towns », *Journal of British Studies*, vol. 56, 2017, pp. 250-272.

Hartrich, Eliza, *Politics and the Urban Sector in Fifteenth-Century England, 1413-1471*, Oxford, Oxford University Press, 2019.